Conditions générales de vente (CGV) de la société HATHO GmbH, Eschbach, Allemagne

Dernière mise à jour : 08/2022

Article 1 Champ d'application – forme de déclarations

(1) Nos conditions générales de vente s'appliquent à la production et la livraison de biens meubles, conformément au contrat conclu entre nous et l'acheteur. Elles sont exclusivement adressées aux personnes physiques ou morales, ou encore aux sociétés de personnes ayant capacité juridique dans l'exercice de leur activité commerciale ou libérale (entrepreneurs).

(2) Nos CGV sont applicables en exclusivité. Nous ne reconnaissons aucune condition de l'acheteur contraire ou divergeant de nos CGV, sauf si nous avons reconnu expressément par écrit leur validité.

(3) Nos CGV sont également applicables dès lors que nous exécutons la livraison sans réserve en connaissance de conditions de l'acheteur contraires ou divergeant des nôtres. Elles s'appliquent également à toutes les futures livraisons, prestations ou offres faites à l'acheteur, et ce même si elles ne font pas l'objet d'un nouvel accord spécifique.

(4) Toutes les déclarations et annonces pertinentes (par ex. fixation de délai, notification de défauts, résiliation ou minoration) que l'acheteur doit nous communiquer ou communiquer à un tiers requièrent la forme écrite ou électronique (par ex. lettre, e-mail, télécopie).

Article 2 Offre – contrat

(1) La commande par l'acheteur représente une offre ferme que nous pouvons accepter dans un délai de deux semaines par l'envoi d'une confirmation de commande ou par la livraison. Toute autre offre que nous aurions émise auparavant est sans engagement et non contractuelle.

(2) Nous nous réservons les droits de propriété et d'auteur sur toute illustration, tout schéma, tout calcul et tout autre document. Cela vaut également pour les documents écrits désignés comme confidentiels. L'acheteur ne peut les transmettre à des tiers sans notre accord exprès écrit.

Article 3 Prix et conditions de paiement

(1) Notre tarif en vigueur à la date de conclusion du contrat est applicable à l'ensemble des prestations et livraisons dont la liste figure dans notre confirmation de commande. Les prix sont exprimés en EUROS départ usine, majorés du conditionnement, de l'expédition, de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur et, le cas échéant, des droits de douane, taxes et autres prélèvements obligatoires.

(2) Au cas où le prix aurait augmenté au moment de l'exécution de la prestation – du fait d'une modification du prix du marché ou d'une augmentation des rémunérations exigées par les tiers contribuant à l'exécution de la prestation, le prix plus élevé est applicable. Si ce dernier est supérieur de 20 % ou plus au prix convenu, l'acheteur est en droit de résilier le contrat. Ce droit doit alors être exercé immédiatement après la communication de l'augmentation du prix.

(3) Le paiement total est dû dès facturation et livraison ou réception de la marchandise, et doit être versé sans déduction. Nous sommes toutefois en droit, à tout moment, même dans le cadre d'une relation commerciale en cours, de ne procéder à la livraison totale ou partielle que contre paiement anticipé. Cette réserve sera communiquée au plus tard lors de la confirmation de la commande. Les paiements peuvent uniquement être effectués par virement bancaire. Nous ne reconnaissons pas comme tels les paiements par traites ou par chèque.

(4) Au cas où l'acheteur ne s'acquitterait pas de son paiement à la date d'échéance, les montants dus seraient majorés de 5 % d'intérêts annuels à partir de la date d'échéance, conformément aux articles 352 et 353 du Code de commerce allemand. En l'absence de versement dans les 14 jours après facturation, l'acheteur sera considéré comme étant en retard de paiement sans qu'aucun rappel ne soit nécessaire. Pendant le retard, le prix d'achat est majoré d'intérêts au taux légal en vigueur. Nous nous réservons l'exercice d'autres droits découlant du retard de paiement de l'acheteur.

(5) L'acheteur dispose uniquement de droits de compensation et de rétention dès lors que ses contre-prétentions ont été constatées judiciairement, reconnues incontestablement ou par nous. En cas de livraison défectueuse, les droits de l'acheteur ne sont pas affectés.

(6) S'il s'avère après la conclusion du contrat (par ex. en cas de demande d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité) que la créance qui nous est due pourrait, faute de capacité financière suffisante de l'acheteur, ne pas être honorée, nous sommes en droit, conformément aux dispositions légales, de refuser la prestation et – le cas échéant après avoir fixé un délai – de résilier le contrat (art. 321 du Code civil allemand).

Article 4 Livraison – transfert des risques – retard de livraison – retard de réception

(1) En l'absence de toute précision différente dans la confirmation de commande, la livraison est convenue départ usine.

(2) Nous sommes en droit de faire appel à des tiers pour l'exécution de notre obligation contractuelle de livraison. Les risques sont transférés à l'acheteur au plus tard avec la remise de l'objet de la livraison au transporteur, à l'expéditeur ou à tout autre tiers auquel est confiée l'exécution de la livraison. Il en va de même pour les livraisons partielles. Au cas où l'expédition ou la remise seraient retardées du fait de circonstances dont l'acheteur est la cause, les risques sont transférés à l'acheteur à la date à laquelle l'objet de la livraison est prêt à être expédié et le vendeur l'a signalé à l'acheteur.

(3) Si pour des raisons qui ne nous sont pas imputables (non-disponibilité de la prestation) nous ne pouvons pas respecter les délais de livraison fermes, nous en informerons immédiatement l'acheteur et communiquerons dans le même temps le nouveau délai de livraison prévu. Si la prestation n'est toujours pas disponible dans le nouveau délai de livraison, nous sommes en droit de résilier tout ou partie du contrat. Nous rembourserons immédiatement toute contrepartie déjà fournie par l'acheteur. Il y a par exemple indisponibilité de la prestation en cas de retard de livraison de la part de nos fournisseurs, si nous avons conclu un contrat de réapprovisionnement correspondant, en cas d'autres perturbations dans la chaîne de livraison – par exemple en cas de force majeure – ou si nous ne sommes pas tenus de nous approvisionner dans un cas particulier.

(4) La survenance d'un retard de livraison de notre part est déterminée par les dispositions légales applicables en la matière. Dans tous les cas, un rappel par l'acheteur est requis.

(5) Si l'acheteur tarde à recevoir la livraison, s'il refuse de collaborer, ou si notre livraison est retardée pour d'autres raisons imputables à l'acheteur, nous sommes en droit d'exiger le remboursement du dommage, et notamment les dépenses supplémentaires (p. ex. frais d'entrepôt), en résultant.

(6) Les droits de l'acheteur conformément à l'article 7 des présentes CGV et nos droits légaux, notamment en cas d'exclusion de l'obligation de prestation (par ex. si la prestation et/ou l'exécution ultérieure sont impossibles ou ne peuvent être exigées), ne s'en trouvent pas affectés.

Article 5 Réserve de propriété

(1) Nous nous réservons la propriété du bien jusqu'à exécution de la totalité des exigences envers l'acheteur, et ce même lorsque le bien précis est payé.

(2) L'acheteur doit nous informer sans délai en nous remettant les documents nécessaires à une intervention de toute mesure d'exécution forcée de tiers concernant la marchandise sous réserve. Indépendamment de ce qui précède, l'acheteur doit aviser les créanciers responsables de l'exécution forcée des droits auxquels est soumise la marchandise.

(3) En prévision du cas de revente de la marchandise sous réserve, l'acheteur nous cède à titre de garantie dès à présent et jusqu'à satisfaction de toutes nos exigences les créances envers ses propres clients issues de la revente. En cas de transformation de la marchandise sous réserve, de sa modification ou de son association à un autre bien, nous acquérons également la propriété directe du bien produit, alors considéré comme marchandise sous réserve.

(4) Au cas où la valeur de la garantie serait supérieure de plus de 10 % à nos créances envers l'acheteur, nous devons débloquer, dans une proportion correspondante, sur demande de l'acheteur et à notre choix, les garanties qui nous reviennent.

Article 6 Responsabilité des défauts

(1) Les droits de l'acheteur en cas de vices matériels et juridiques (y compris les livraisons erronées ou incomplètes) sont régis par les dispositions légales, sauf disposition contraire ci-après. Les dispositions légales particulières n'en sont néanmoins pas affectées en cas de livraison d'un bien nouvellement fabriqué à un consommateur (recours contre le fournisseur livreur conformément aux articles 478, 445a, 445b du Code civil allemand).

(2) Nous ne sommes pas responsables des défauts dont l'acheteur a connaissance au moment de la conclusion du contrat ou qu'il ignore par négligence grave (article 442 du Code civil allemand). En outre, les droits de l'acheteur en matière de vices présupposent qu'il a satisfait à ses obligations légales d'examen et de notification (articles 377, 381 du Code de commerce allemand). Si un défaut apparaît lors de la livraison, de l'examen ou ultérieurement, nous devons en être informés immédiatement par écrit ou sous forme électronique. Si l'acheteur ne procède pas à un examen en bonne et due forme et/ou ne signale pas les défauts, notre responsabilité est exclue pour le défaut non signalé ou non signalé à temps ou de manière incorrecte, conformément aux dispositions légales.

(3) En cas de défaut, nous nous réservons le choix du type d'exécution ultérieure (réparation ou livraison de remplacement).

(4) Nous sommes en droit de faire dépendre l'exécution ultérieure du paiement par l'acheteur du prix d'achat dû. L'acheteur est toutefois en droit de retenir une partie du prix d'achat proportionnelle au défaut.

(5) Les droits de l'acheteur à des dommages-intérêts ou au remboursement de dépenses engagées en vain n'existent, même en cas de défauts, que conformément à l'article 7 et sont exclus dans tous les autres cas.

Article 7 Autre responsabilité

(1) Dans la mesure où les présentes CGV, y compris les dispositions suivantes, n'en disposent pas autrement, nous sommes responsables en cas de violation d'obligations contractuelles et extracontractuelles conformément aux dispositions légales.

(2) Nous sommes redevables des dommages et intérêts, quel qu'en soit le fondement juridique, dans le cadre de la responsabilité pour faute intentionnelle ou négligence grave. En cas de négligence simple, sous réserve des limitations légales de responsabilité (par ex. diligence dans ses propres affaires ; manquement insignifiant aux obligations), notre responsabilité se limite

a) aux dommages résultant d'une atteinte à la vie, à l'intégrité physique ou à la santé,

b) aux dommages résultant de la violation d'une obligation contractuelle essentielle (obligation dont l'exécution est indispensable à la bonne exécution du contrat et sur le respect de laquelle le partenaire contractuel peut habituellement compter) ; dans ce cas néanmoins, notre responsabilité est limitée à la réparation des dommages prévisibles et typiques.

(3) Les limitations de responsabilité découlant de l'alinéa 2 s'appliquent également à l'égard de tiers ainsi qu'en cas de violation des obligations par des personnes (également en leur faveur), dont nous sommes responsables conformément aux dispositions légales. Elles ne s'appliquent pas si un défaut a été dissimulé frauduleusement ou si une garantie a été prise pour la qualité de la marchandise et pour les droits de l'acheteur selon la loi sur la responsabilité du fait des produits.

(4) L'acheteur ne peut se retirer ou résilier le contrat à cause d'un manquement à une obligation, qui ne consiste pas en un défaut, que si nous sommes responsables de ce manquement. Le libre exercice du droit de résiliation de l'acheteur (en particulier en vertu des articles 650 et 648 du Code civil allemand) est exclu. Pour le reste, les conditions et les conséquences juridiques prévues par la loi s'appliquent.

Article 8 Prescription

(1) En dérogation à l'article 438, paragraphe 1, point 3, du Code civil allemand, le délai de prescription général pour les droits découlant de vices matériels et juridiques est d'un an à compter de la livraison. Les dispositions légales spéciales relatives à la prescription restent inchangées, notamment l'article 438 paragraphe 3 et les articles 444 et 445b du Code civil allemand.

(2) Les délais de prescription susmentionnés du droit de vente s'appliquent également aux demandes de dommages et intérêts contractuelles et extracontractuelles de l'acheteur qui reposent sur un défaut de la marchandise, à moins que l'application de la prescription légale régulière (articles 195 et 199 du Code civil allemand) ne conduise à une prescription plus courte dans un cas particulier. Les droits de l'acheteur à des dommages et intérêts conformément à l'article 7 paragraphe 2 phrase 1 et phrase 2 lettre a ainsi qu'à la loi sur la responsabilité du fait des produits se prescrivent exclusivement selon les dispositions légales en matière de prescription.

(3) Nos créances se prescrivent au bout de cinq ans, contrairement à ce qu'indique l'article 195 du Code civil allemand. Pour le début du délai de prescription, l'article 199 du Code civil allemand s'applique.

Article 9 Lieu d'exécution – choix du droit applicable – juridiction compétente

(1) Dans la mesure où le contrat ne donne lieu à aucun autre choix, le lieu d'exécution et de paiement est notre siège social.

(2) Le présent contrat est soumis au droit de la République fédérale d'Allemagne à l'exclusion de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale des marchandises.

(3) La juridiction exclusivement compétente, y compris dans un cadre international, pour les contrats conclus avec des commerciaux, des personnes morales de droit public ou constituant un patrimoine de droit public est le tribunal compétent de notre siège social.